



Note de synthèse

Niger : profil macro-économique et commercial

Opportunités et enjeux dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECA

Sherillyn Raga

Février 2023



Série de notes de synthèse de l'ODI-GIZ sur la ZLECA

Messages clés

- La croissance du PIB du Niger a été en moyenne de 5,3 % entre 2011 et 2021, mais les taux de croissance ont été volatils pendant plusieurs épisodes, compte tenu de la dépendance du pays à l'égard de l'agriculture et de l'exploitation minière, qui sont sensibles aux conditions météorologiques défavorables et aux fluctuations des prix mondiaux. Le Niger devrait connaître une croissance de 6,9 % en 2022, grâce à ses bonnes performances agricoles et à la faiblesse de ses liens avec la Russie et l'Ukraine. La croissance annuelle moyenne devrait osciller autour de 9 % jusqu'en 2026, grâce aux investissements publics et à l'augmentation de la production pétrolière.
- L'importance du commerce total du Niger (exportations + importations) en biens et services a diminué de 51 % du PIB en 2011 à 33 % en 2021. Le Niger exporte principalement du minerai d'uranium, de l'or, de l'huile de palme (par le biais de la réexportation) et du pétrole. Toutefois, il est possible de soutenir l'exportation de véhicules, de matériel de topographie, de tissus, de produits alimentaires transformés et de produits végétaux, compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale et/ou de l'efficacité du Niger dans ces produits.
- Le stock d'IDE est passé de 3,2 milliards de dollars à 8,3 milliards de dollars entre 2011 et 2021. Cependant, les entrées d'IDE au Niger ont été volatiles et sujettes à des chocs intérieurs et extérieurs. Le secteur minier a traditionnellement reçu la plus grande part d'IDE, de même que le secteur pétrolier ces dernières années.



Implemented by

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

- Le Niger est un importateur net de biens en provenance d'autres pays africains et a principalement commercé avec d'autres membres de la CEDEAO. La part du commerce intra-africain dans les exportations du Niger a chuté de 25,2 % en 2019 à 19,1 % en 2020, sous l'effet des perturbations du Covid-19 et de la fermeture de la frontière avec le Nigéria, mais est remontée à 28,6 % après la levée de cette dernière et la reprise des activités commerciales.
- En tant que PMA, le Niger dispose d'une période de 15 ans pour supprimer les barrières tarifaires dans le cadre de la ZLECA. Le Niger gagnerait à finaliser sa stratégie de la ZLECA, à continuer de s'attaquer aux contraintes de capacité liées à la mise en œuvre de la ZLECA et à maximiser les synergies entre les réformes prévues, les lois nationales et les engagements commerciaux.

Remerciements

L'autrice souhaite remercier Dirk Willem te Velde et Ibrahim Alha Manomi pour leurs commentaires sur les versions antérieures, ainsi que Julienne Cullen pour son aide à la recherche. L'autrice est également reconnaissante pour le soutien financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au nom du gouvernement allemand. Les opinions présentées dans cette publication sont celles des auteur·rice·s et ne représentent pas nécessairement celles de la GIZ ou de l'ODI. Les commentaires sont les bienvenus à l'adresse s.raga@odi.org.uk.

À propos de cette publication

Cette note vise à informer les parties prenantes concernées, y compris le secteur privé et les experts non ZLECA, sur la situation économique actuelle du Niger et la mise en œuvre de la ZLECA. Il s'agit d'une mise à jour de la première édition d'un document sur le profil macro-économique et commercial du Niger publié par l'ODI en février 2022 et rédigé par Prachi Agarwal et Sherillyn Raga. Les données et informations pour cette mise à jour ont été collectées entre novembre 2022 et janvier 2023.

Cette série de notes de synthèse de l'ODI-GIZ fait partie d'un projet plus large intitulé Programme de soutien de la GIZ à la ZLECA. Elle soutient les partenaires de la GIZ aux niveaux continental (Commission de l'Union africaine, Secrétariat de la ZLECA), régional (actuellement la Communauté d'Afrique de l'Est, et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ; le projet de Communauté de développement de l'Afrique australe) et national dans les négociations entourant la ZLECA et sa mise en œuvre.

Avis de non-responsabilité : le contenu de cette publication a été produit rapidement afin de fournir des idées et des analyses préliminaires sur un thème donné. Il a été relu et édité, mais les processus rigoureux habituels n'ont pas nécessairement été appliqués.

À propos de l'autrice

Sherillyn Raga est chargée de recherche à l'ODI. Elle possède une dizaine d'années d'expérience professionnelle dans le domaine de la recherche orientée vers les politiques, couvrant la macro-économie, l'intégration financière, le commerce et l'investissement dans les contextes asiatique et africain. Avant de rejoindre l'ODI, elle a travaillé à la banque centrale des Philippines, au Fonds monétaire international et à la Banque asiatique de développement. Sherillyn est titulaire d'une maîtrise en économie du développement de l'Université d'Oxford.

1 Développements socio-économiques récents

Le Niger est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, parmi les moins développés. C'est aussi l'une des nations les plus pauvres du monde, avec un niveau de développement humain parmi les plus bas (Tableau 1).¹ On estime que la moitié de ses 25 millions d'habitants vivait dans la pauvreté (moins de 2,15 dollars par jour) en 2021 (Banque mondiale, 2022a). Avec une grande partie de son territoire couvert par le désert du Sahara, le Niger est extrêmement sensible aux invasions de criquets, aux sécheresses récurrentes et à la désertification progressive (Pinto Moreira et Bayraktar, 2005). Plus de 75 % de la main-d'œuvre travaille dans l'agriculture de subsistance et est exposée aux effets néfastes du changement climatique (Banque mondiale, 2022a ; 2022b). La production du Niger étant largement tributaire de l'agriculture et des activités minières, la croissance économique est vulnérable aux chocs climatiques et à la demande extérieure. Dans ce contexte, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a été volatile, allant de 2,4 % à 10,5 % entre 2011 et 2020.

Tableau 1 Données nationales et indicateurs sociaux du Niger

Capitale : Niamey			
Superficie : 1,27 millions km ² , située en Afrique de l'Ouest			
Langues : Français (officiel), Haoussa, Songhai, Arabe			
Religions : Islam et croyances indigènes			
Monnaie ; taux de change : Franc CFA ou franc CFA d'Afrique de l'Ouest ; 1 USD = 662,33 XOF (septembre 2022)			
	2000	2010	2021/Dernière
Population (millions)	11,3	16,5	25,1
Taux de dépendance (%) ¹	98,0	105,4	103,5
Espérance de vie (années)	49,3	58,4	61,6
Nombre moyen d'années de scolarité	1,1	1,5	2,1
Revenu national brut par habitant (en dollars constants, parité de pouvoir d'achat 2017)	973,2	1 093,3	1 239,9
Taux de pauvreté (% de la population en dessous du seuil de pauvreté national)	80,5 ²	60,6 ³	50,6 ⁴
Taux de chômage (%)	1,5	0,8	0,8
Indice d'inégalité entre les sexes ⁵	0,8	0,7	0,6
Indice de développement humain ⁶	0,26	0,34	0,4

Notes : 1 taux de dépendance des jeunes (0-14 ans) par rapport à la population en âge de travailler (15-64 ans) ; 2 à partir de 2005 ; 3 à partir de 2011 ; 4 à partir de 2018 ; 5 score plus élevé = plus grande inégalité entre les sexes ; 6 score plus élevé = meilleur développement humain.

Sources : PNUD (2022) ; Banque mondiale (2022c).

Ces dernières années, le Niger a été confronté à de multiples défis liés à des chocs intérieurs et extérieurs qui se chevauchent. Le pays connaît une crise sécuritaire due à l'aggravation de la situation conflictuelle dans la région du Sahel depuis 2012, et fait actuellement face à plus de 580 000 réfugiés et personnes déplacées à

¹ Le Niger est classé 189^e sur 191 selon l'indice de développement humain et a obtenu un score de 0,4 en 2021. Cette année-là, plus de 10 millions de personnes (42 % de la population totale) vivaient dans l'extrême pauvreté, avec un accès insuffisant à l'éducation et aux soins de santé, ce qui a contribué à des taux de mortalité élevés (Banque mondiale, 2022a).

l'intérieur du pays (UNHCR, 2022). Sur l'année 2020, les perturbations liées à la pandémie de Covid-19 ont eu un impact négatif sur le secteur manufacturier, contribuant au ralentissement de la croissance du PIB à 3,6 % contre 5,9 % en 2019 (Tableau 2 ; Banque mondiale, 2021a). Le commerce du Niger a également été affecté par la fermeture des frontières terrestres par le Nigeria (l'un des principaux partenaires commerciaux du Niger) d'octobre 2019 à avril 2022, dans le cadre des efforts déployés par le Nigeria pour lutter contre la contrebande d'armes et de denrées alimentaires et freiner la propagation du Covid-19 (HKTDC, 2020 ; NAN, 2022). En 2021, la croissance économique (1,3 %) a encore été affectée par l'effondrement de la production céréalière (de 38 %) en raison de la sécheresse, de l'infestation des cultures et de l'insécurité (Banque mondiale, 2022b). La production agricole a diminué, les prix ont augmenté et la crise alimentaire s'est aggravée (FMI, 2022b).

La série de chocs a entraîné une détérioration des indicateurs économiques entre 2019 et 2021, notamment un creusement du déficit budgétaire et du déficit de la balance courante, une inflation élevée (alors qu'elle était déflationniste en 2019) et une augmentation de la dette publique (Tableau 2). Les perturbations dues aux chocs internes et externes ont également contribué à retarder l'achèvement des projets d'oléoducs (FMI, 2020 ; 2022b).

Ces défis ont été exacerbés depuis février 2022 par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, notamment en termes de pressions supplémentaires sur les prix des denrées alimentaires et des engrais, ce qui a contribué à une augmentation du nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire (4,4 millions) en août 2022 (FMI, 2022b). L'inflation a culminé à 5,5 % en mai 2022, mais a progressivement diminué pour atteindre 3 % en octobre 2022 (INS, 2022a). Le gouvernement a mis en œuvre un plan de sauvetage représentant 3,1 % du PIB et couvrant l'aide et la distribution alimentaires, les transferts d'argent et la vente de céréales, de semences et d'aliments pour le bétail à des prix modérés (FMI, 2022). Le gouvernement a également mis en place des réductions de taxes sur certains produits de base (ibid.). Dans ce contexte, en 2022, le déficit budgétaire devrait culminer à 6,6 % du PIB et la dette publique devrait atteindre 57 % du PIB (Tableau 2). Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé que la dette publique du Niger présentait un risque modéré de surendettement (FMI, 2022b).

Tableau 2 Performances et prévisions macro-économiques et financières sélectionnées au Niger

	2019	2020	2021	2022f	2023f	2024f	2025f
PIB réel (croissance en %)	5,9	3,6	1,3	6,7	7,3	12,5	8,2
Investissement total (% du PIB)	30,2	31,2	31,7	35,3	34,5	33	32,7
Prix moyens à la consommation (croissance en %)	-2,5	2,9	3,8	4,5	3	2,5	2
Recettes publiques (% du PIB)	18	17,6	18,3	17,6	18,5	19	19,6
Dépenses publiques (% du PIB)	21,6	22,9	24,2	24,2	23,2	22	22,6
Solde budgétaire brut (% du PIB)	-3,6	-5,3	-5,9	-6,6	-4,7	-3	-3
Solde budgétaire primaire (% du PIB)	-2,6	-4,3	-4,8	-5,4	-3,3	-1,5	-1,5
Dette publique brute (% du PIB)	39,8	45	51,2	57,1	57	52,7	50,8
Balance des paiements courants (% du PIB)	-12,2	-13,5 f	-13,8	-15,6	-13,9	-8,9	-7,3

Notes : L'année fiscale va de juillet à juin ; f indique une prévision.

Source : FMI (2022a).

Néanmoins, le gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre de ses réformes dans un contexte de défis intérieurs et extérieurs. Les dépenses budgétaires pour 2023 ont augmenté de 5 % pour atteindre 5,3 milliards de dollars, dont 21 % et 25 % sont consacrés respectivement à l'éducation et à l'énergie (avec l'agro-transformation), même si 13 % seront alloués à la sécurité et à la défense (MDF, 2022). Le gouvernement a également lancé son Plan de développement

économique et social 2022-2026 (PDES), qui vise à atteindre une croissance annuelle moyenne du PIB de 9,3 %, une réduction de la pauvreté de 8 points de pourcentage à 35 %, un taux d'inflation inférieur à 3 % et un déficit budgétaire inférieur à 3 % sur une période de cinq ans (Agence Ecofin, 2022). Le PDES suppose que le Niger multiplierà par cinq ses exportations de pétrole d'ici 2023 (ibid.). Le PDES est estimé à 31 milliards de dollars de financement ; en décembre 2022, les donateurs bilatéraux et multilatéraux se sont engagés à mobiliser un financement de 47 milliards de dollars pour soutenir le PDES (ibid.).

Avec l'accélération attendue de la mise en œuvre des grands projets pétroliers, la reprise récente du secteur agricole et la faiblesse des liens économiques directs du Niger avec la Russie et l'Ukraine (ce qui limite l'impact de la guerre sur les pressions alimentaires et les engrais au Niger), le FMI prévoit une croissance de 6,9 % de l'économie nigérienne en 2022, qui atteindra 12,5 % d'ici 2024 lorsque la production de pétrole augmentera (FMI, 2022b ; Tableau 2). Il est important de noter que l'augmentation de cette production sera principalement due à la construction de l'oléoduc Niger-Bénin pour les exportations de pétrole brut.

Dans ce contexte, la section suivante (section 2) présente le paysage commercial et l'environnement d'affaires du Niger. Cette section est suivie d'une discussion plus ciblée sur le commerce intra-africain du Niger et sur les progrès de la mise en œuvre de la ZLECA (section 3). La section 4 identifie les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du Niger en ce qui concerne la maximisation des bénéfices de la ZLECA, et plus généralement du commerce et de l'investissement. La section 5 procède à une conclusion.

2 Paysage commercial et environnement d'affaires

2.1 Paysage commercial

Le Niger est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et a harmonisé divers éléments de sa politique commerciale et monétaire. Elle participe à la zone franc (partage d'une monnaie commune) et est membre de l'union douanière de l'UEMOA (appliquant ainsi le code des douanes communautaire). Le Niger est également membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui promeut la coopération et l'intégration en Afrique de l'Ouest (OMC, 2018). En conséquence, les deux communautés partagent l'autorité en matière de politique commerciale ; le tarif extérieur commun de l'UEMOA a été remplacé par le tarif extérieur commun de la CEDEAO en 2015 (ibid.).

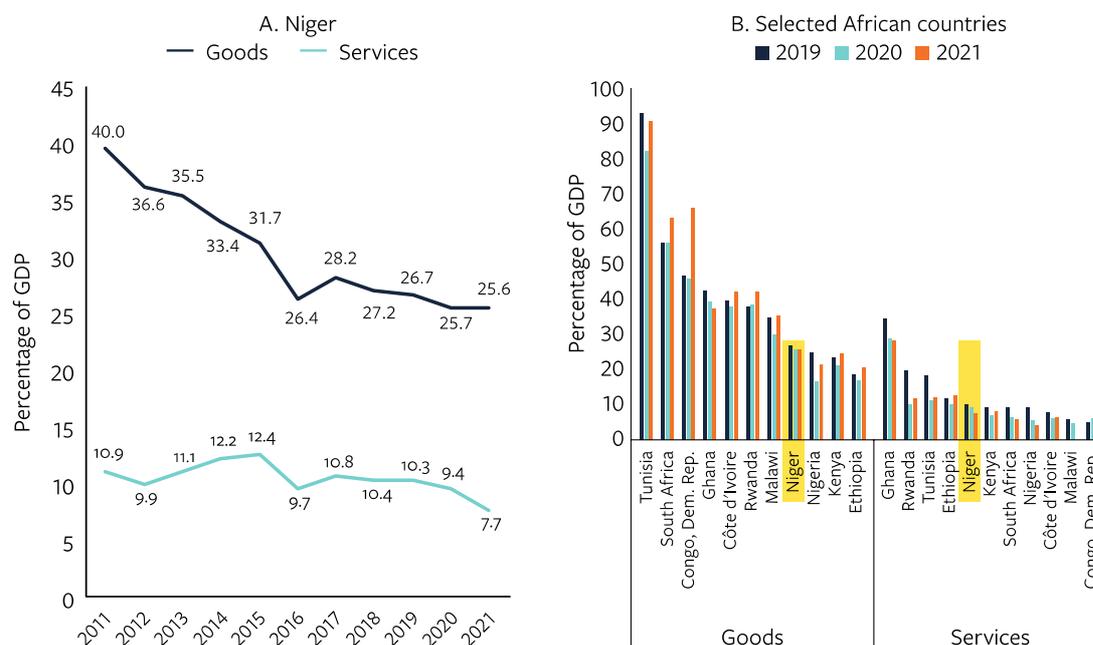
Le Niger est un importateur net de biens et de services, avec un déficit commercial annuel moyen équivalant à 15,5 % du PIB entre 2011 et 2021 (Figure 1), selon les données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Au cours de la même période, l'importance du commerce total du Niger (exportations et importations) en proportion du PIB a diminué, passant de 51 % en 2011 à 33,3 % en 2021.

Le commerce des services a été relativement stable, à environ 11 % du PIB entre 2011 et 2019. Toutefois, pendant les périodes de chocs entre 2020 et 2021 (sécheresse, fermeture de la frontière terrestre du Nigeria, instabilité régionale, Covid-19), le commerce des services a diminué de manière significative et a réduit sa contribution au PIB à 9,4 % et 7,7 % en 2020 et 2021, respectivement. Les exportations de biens ont diminué en 2020 mais ont augmenté de 8,5 % en 2021. L'institut national des statistiques (INS) indique que cette augmentation est due à la hausse des exportations d'hydrocarbures et de produits agricoles et d'élevage (et malgré la baisse des exportations d'uranium) (INS, 2022b).

Néanmoins, l'augmentation de la valeur des importations de biens (pour compenser la baisse de la production agricole nationale et la hausse des prix à l'importation), combinée à la baisse des exportations de services, a entraîné un creusement global du déficit commercial en 2020-2021 (à une moyenne de 15,6 % du PIB) par rapport à la moyenne historique (14,8 % du PIB entre 2011 et 2019).²

² Calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED.

Figure 1 Commerce total du Niger et de pays africains sélectionnés (exportations + importations) en biens et services (en % du PIB)



Source : Calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED.

Les principaux produits d'exportation du Niger sont les minerais ou concentrés d'uranium (21,7 %), l'or semi-manufacturé (17,7 %), l'huile de palme (14,4 %), l'huile de pétrole (pas les huiles et préparations légères avec une part de 11,8 % ; les huiles et préparations légères avec une part de 5 %), l'or non monétaire (4,3 %) et les sucres (2,4 %) entre 2016 et 2020. Depuis 2005, afin de maintenir la sécurité alimentaire, le gouvernement a interdit les exportations d'autres cultures vivrières produites au Niger dans le cadre de l'agriculture de subsistance, notamment le millet, le sorgho, le maïs et la farine de manioc (OMC, 2018). D'après les données du World Integrated Trade Solution (WITS), la valeur des exportations d'or semi-manufacturé a plus que triplé pour atteindre 622 millions de dollars au plus fort de la pandémie de Covid-19 en 2020, représentant la moitié des exportations de biens du Niger, grâce aux prix mondiaux favorables de l'or au cours de l'année.

Les principales destinations des exportations de biens du Niger pour la période 2016-2020 sont la France, le Nigeria, le Bénin, le Mali, le Burkina Faso et les États-Unis. Compte tenu de l'enclavement du Niger et du manque d'accès aux routes commerciales, le pays est de plus en plus dépendant de son voisin, le Nigeria, pour faciliter le passage de ses exportations. Comme les exportateurs doivent payer des taxes³ pour exporter du Niger, de nombreux exportateurs nigériens utilisent des moyens informels pour transporter les biens vers le Nigeria, qui sont ensuite réexportés par le Nigeria. Cela conduit à une sous-estimation des exportations nigériennes dans les statistiques officielles (OMC, 2018).

Le Niger a importé une diversité de biens entre 2016 et 2020 mais, en moyenne, les plus gros postes d'importation sont les hélicoptères et les pièces détachées d'avions ou d'hélicoptères (12,6 %), le riz usiné (9,4 %), l'huile de palme (non brute) (4,2 %) et le ciment Portland (3,1 %). Les importations du Niger provenaient de diverses régions - principalement de France (20,6 %), de Chine (17,9 %), des États-Unis (8,3 %), de Thaïlande (7,7 %), du Nigeria (5,7 %) et de l'Inde (3,3 %). Le Niger

³ Les exportateurs doivent payer des taxes à l'exportation et des avances sur l'impôt sur les bénéfices (ISB), même s'ils pratiquent le commerce préférentiel dans le cadre de la CEDEAO/UEMOA (OMC, 2018).

a notamment importé des pièces d'avions et des munitions de France, du riz et des pièces de machines de Chine, ainsi que de l'électricité, des cigares et du ciment du Nigeria.

Les dernières données de l'INS (2022b) au deuxième trimestre (T2) de 2022 indiquent que le déficit du commerce des biens s'est creusé à 376 milliards de francs CFA, contre 280 milliards de francs CFA au T2 2021. D'une part, l'aggravation du déficit est due en grande partie à la chute de 53,5 % de la valeur des exportations totales de biens, avec des baisses des ventes d'or (de 78,9 %), d'uranium (de 66,4 %) et de produits de l'élevage (de 59,2 %) par rapport à la même période de l'année précédente. D'autre part, les valeurs des importations du T2 de 2022 ont augmenté de 10,9 % par rapport au T2 de 2021, principalement en raison de la hausse des importations de biens d'équipement (de 63,1 %).

Le dernier creusement du déficit commercial dans le domaine des biens pourrait avoir reflété les récents développements affectant le commerce du Niger. Par exemple, le Nigeria (l'un des principaux partenaires du Niger en matière d'importation et d'exportation) a imposé une fermeture des frontières terrestres avec le Niger en août 2019 et, bien que les fermetures de certaines frontières aient commencé à être levées en décembre 2020, une interdiction sur des produits spécifiques subsiste toujours (CGTN, 2020). Dans le contexte de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, des interdictions d'exportation de produits alimentaires de base ont été imposées par le Bénin (déjà levées), le Burkina Faso (en place) et le Mali (en place) entre 2021 et 2022 (voir FAO, 2021 ; FEWS, 2022), ce qui pourrait comprimer les importations en provenance de ces pays, ou pourrait avoir détourné les importations du Niger pour utiliser d'autres sources avec des prix mondiaux plus élevés. En attendant, la baisse des exportations peut s'expliquer en partie par la fermeture de la plus grande mine d'uranium du Niger depuis mars 2021 (Asala, 2022), et plus récemment par l'interdiction par le Niger des exportations de carburants raffinés depuis juin 2022 afin de sécuriser les approvisionnements locaux (Reuters, 2022).

Tableau 3 Produits d'exportation pour la promotion et l'intervention ciblée

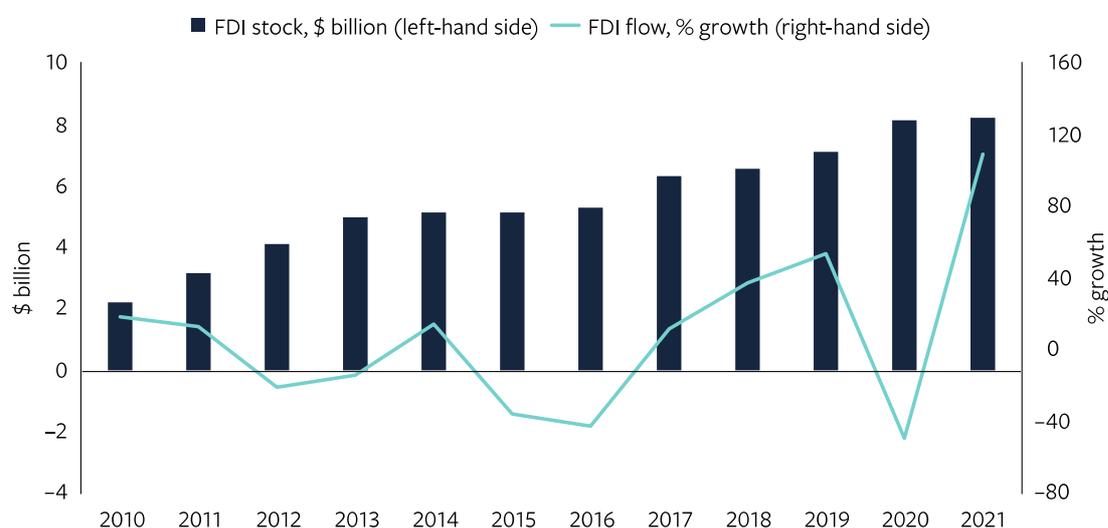
	Augmentation de l'avantage comparatif révélé (par exemple, pour la promotion et la facilitation des exportations)	Diminution de l'avantage comparatif révélé (par exemple, intervention pour accroître la compétitivité)
Augmentation de la demande mondiale	<ul style="list-style-type: none"> • or semi-manufacturé • concentrés et substances protéiques texturées • produits végétaux destinés à la consommation humaine • matériel de topographie • moteurs à piston à allumage par compression • camions de dépannage, balayeuses, camions de pulvérisation, ateliers mobiles, unités radiologiques mobiles, autres véhicules à usage spécial • animaux vivants de l'espèce bovine autres que les bovins et les buffles 	<ul style="list-style-type: none"> • haricots rouges, y compris les haricots blancs (<i>phaseolus vulgaris</i>) • thé vert (non fermenté) en emballages excédant 3 kg • pâtes cuites ou préparées • oignons et échalotes • moutons vivants • entraîneurs au sol et pièces détachées • tissus • vêtements et articles usés • huile de palme et ses fractions • or non monétaire, sous forme brute mais non pulvérulente
Diminution de la demande mondiale	<ul style="list-style-type: none"> • huiles de pétrole (huiles et préparations légères et non légères) • câbles coaxiaux et conducteurs électriques • chèvres vivantes 	<ul style="list-style-type: none"> • minerais d'uranium et concentrés • parties d'avions ou d'hélicoptères • thé vert (non fermenté) en emballages n'excédant pas 3 kg

Source : Compilations de l'auteur basées sur les données de la WITS.

2.2 Investissements directs étrangers

Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) au Niger a augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 2,3 milliards de dollars en 2010 à 8,3 milliards de dollars en 2021 (Figure 2). Parallèlement, la croissance des flux d'IDE vers le Niger a été volatile, les contractions les plus fortes reflétant les réactions des investisseurs aux chocs intérieurs et extérieurs. Par exemple, les entrées d'IDE se sont fortement contractées de 35,7 % et 43,1 % en 2015 et 2016, respectivement, le Niger ayant été confronté à des chocs sécuritaires et humanitaires et à des prix mondiaux des matières premières défavorables au cours de la période (voir FMI, 2016). Au plus fort de la pandémie en 2020, les entrées d'IDE ont également fortement diminué, de près de 50 %, pour atteindre 367 millions de dollars, les activités d'investissement étant confrontées à des contraintes de mobilité (par exemple, la fermeture des frontières) et à des incertitudes (CNUCED, 2021).

Figure 2 Stock (en milliards de dollars) et flux (taux de croissance annuel) d'IDE entrants



Source : Calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED.

Le secteur minier, en particulier l'uranium, a toujours été le principal bénéficiaire des IDE (Lloyds Bank, 2022 ; USDoS, 2022). Le secteur de l'uranium est dominé par des entreprises françaises ; les chemins de fer, les télécommunications, les banques et le développement immobilier par des entreprises marocaines ; et le pétrole, les mines, la construction et l'hôtellerie par des investissements chinois et turcs (USDoS, 2022). Si certaines mines d'uranium ont fermé (voir Asala, 2022 ; Lloyds Bank, 2022), 31 licences d'exploration d'uranium et 11 titres d'exploitation d'uranium étaient en vigueur en novembre 2022 (AFP, 2022). D'autres secteurs majeurs attirant les investissements sont l'électricité (centrale diesel de Gorou Banda et centrale à charbon de Salkadamna), l'hydroélectricité (projet de barrage de Kandadji) et l'énergie solaire (Gorou Banda, Zinder, Tillabery et Dosso) (Banque mondiale, 2018).

Ces dernières années, les investissements étrangers ont été importants dans la production de pétrole, ce qui devrait permettre au Niger de devenir un exportateur de pétrole d'ici 2023 (sous l'égide de la China National Petroleum Corporation, de la Sonatrach algérienne et de Savannah Petroleum), et dans les activités de construction liées à l'amélioration de la productivité agricole (par exemple, la réhabilitation des systèmes d'irrigation et la construction d'abattoirs réfrigérés) (OMC, 2018 ; ITIE, 2021 ; UMOA-Titres, 2021 ; Lloyds Bank, 2022).

Plus généralement, le gouvernement encourage les investissements dans les secteurs de l'énergie (solaire, éolienne, hydraulique), de l'agriculture et de l'élevage, des infrastructures de transport (route, rail), de l'exploitation minière (uranium, charbon, fer, or, phosphate, sel, calcaire, gypse), de l'urbanisme et de l'immobilier (ANPIPS, 2022). Avec l'expansion des investissements dans les ressources naturelles, la Banque mondiale souligne la nécessité de développer une stratégie de contenu local solide (par exemple en augmentant les capacités des travailleurs nigériens ; en augmentant les liens entre les grandes entreprises et les micro, petites et moyennes entreprises) dans ce secteur (Di Lorenzo et Fadika, 2022).

2.3 Environnement d'affaires

La contribution du secteur privé formel au PIB est d'environ 10 %, soit l'un des taux les plus faibles d'Afrique subsaharienne (Di Lorenzo et Fadika, 2022). Cela met en évidence les enjeux persistants de l'environnement d'affaires au Niger, résumés ci-dessous sur la base d'un rapport de la Banque mondiale (ibid.) :

- la petite taille et la grande disparité du marché nigérien
- le risque de sécheresse et d'inondation, qui pourrait endommager les bâtiments, entraver l'accès aux infrastructures et perturber le commerce
- un niveau d'informalité omniprésent et croissant (plus de 90 % de la main-d'œuvre ; contribution d'environ 50 % du PIB)
- la participation limitée des femmes au secteur privé et leur faible contribution à l'économie, en raison de facteurs tels que des taux de fécondité élevés (plus de six bébés par femme), un accès limité à la formation et l'absence d'un système de soutien familial
- un faible niveau d'éducation (70 % des Nigériens n'ont pas achevé leur scolarité)
- l'absence de liens entre les grandes entreprises extractives et les MPME locales
- la perception qu'ont les investisseurs étrangers des cadres bureaucratiques obsolètes et opaques du Niger en matière d'investissement
- la mauvaise application des politiques officielles et des cadres juridiques, entraînant des perceptions de corruption dans le pays
- un cadre très faible pour la concurrence sur le marché, dû au manque de transparence, aux règles informelles, à l'absence d'application effective des contrats et à la mainmise de l'État et de l'« élite »
- le manque de transparence des entreprises publiques économiquement importantes (plus de 160 au Niger), qui entrave l'accès des entreprises privées aux marchés publics
- la difficulté d'accès à l'électricité est un obstacle majeur à l'activité des entreprises
- un secteur financier peu profond et immature (principalement en raison du manque de concurrence), ce qui se traduit par de faibles niveaux de crédit domestique pour le secteur privé (en particulier pour les MPME et l'agriculture) et par le fait que le Niger a l'un des plus faibles niveaux d'inclusion financière (par exemple, 84 % de la population adulte n'a pas de compte bancaire formel).

Pour attirer les IDE, le Niger a introduit une série de réformes visant à stabiliser le gouvernement, à libéraliser l'économie, à encourager la privatisation et à développer le commerce, malgré les menaces terroristes, les épisodes climatiques défavorables et le mauvais état des infrastructures du pays (Lloyds Bank, 2022). Le

Niger a également pris des mesures pour améliorer le climat des affaires (FMI, 2022b), avec :

- l'élaboration d'un nouveau cadre national plus inclusif pour le dialogue public-privé
- la création d'un fonds national de soutien pour aider les petites entreprises à mobiliser des fonds et à y accéder
- la mise en place d'un guichet unique pour le commerce extérieur
- la numérisation des organismes de perception des recettes
- l'élaboration et l'adoption de la Charte des petites et moyennes entreprises (PME), afin de soutenir leur compétitivité
- l'élaboration et l'adoption de la loi sur les petites entreprises, afin de promouvoir les liens avec les industries extractives
- l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle stratégie de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de sa prolifération.

3 Performance du commerce intra-africain et ZLECA

3.1 Contexte : commerce de biens du Niger avec l'Afrique

À l'exception de 2017, le Niger a été un importateur net de biens par rapport à ses partenaires africains⁴ au cours des dernières années (Figure 3). Le déficit commercial s'est particulièrement creusé en 2020-2021, en grande partie à cause du déficit de 146 millions de dollars avec le Nigeria (l'un des principaux partenaires commerciaux du Niger en Afrique), d'après les données du Centre du commerce international (CCI) pour 2022.

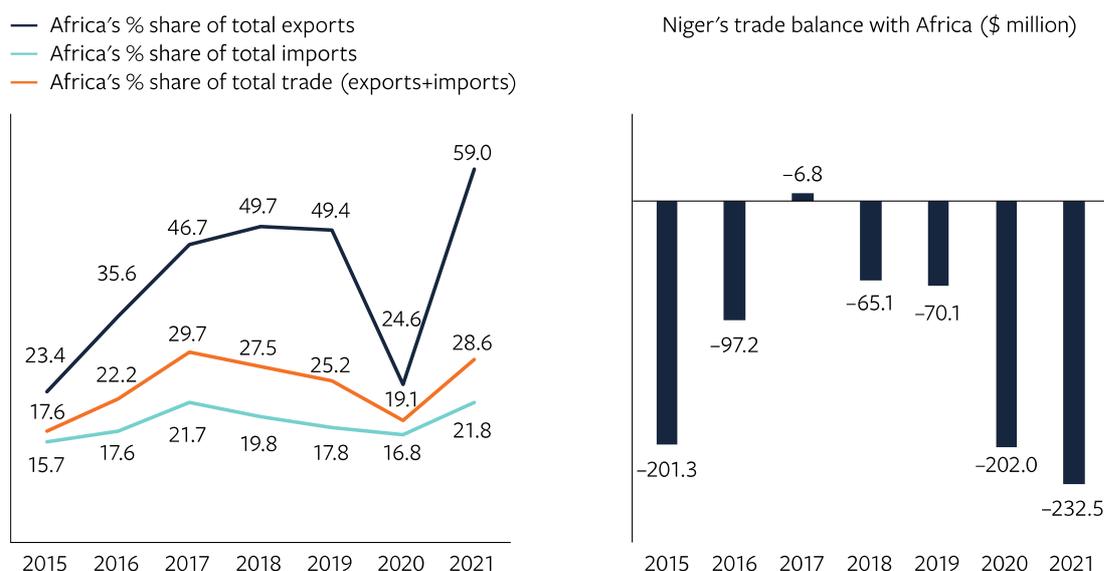
Les exportations intra-africaines du Niger en pourcentage du total des exportations nigériennes ont augmenté régulièrement, passant de 23,4 % en 2015 à 49,4 % en 2019, avant de chuter de manière significative à 24,7 % au plus fort de la pandémie en 2020 (Figure 3). Cela reflète principalement la baisse de 27 % des exportations intra-africaines en 2020. Cette évolution s'explique par une baisse de près de 80 % des exportations vers le Nigeria, suite à la fermeture par ce dernier de sa frontière avec le Niger entre août 2019 et décembre 2020, ainsi que par une baisse de 70 % des exportations vers le Ghana, principalement en raison de conditions météorologiques défavorables affectant les produits agricoles (un produit d'exportation majeur vers le Ghana). La part des exportations intra-africaines a augmenté pour atteindre 59 % en 2021 (Figure 3), à la suite de la levée de la fermeture des frontières par le Nigeria et de l'expansion des exportations vers d'autres partenaires africains majeurs tels que le Burkina Faso, le Ghana, le Mali et l'Afrique du Sud. En moyenne, entre 2017 et 2021, ces cinq pays représentaient 87 % des exportations intra-africaines du Niger. Les principales exportations destinées au marché africain sont les huiles et combustibles minéraux (57,4 %), les légumes comestibles et certaines racines et tubercules (12,7 %), les animaux vivants (6,8 %) et les huiles animales et végétales (5,2 %) en moyenne sur les cinq années jusqu'en 2021.⁵

Du côté des importations, la part des importations intra-africaines dans les importations totales du Niger a été relativement stable, oscillant autour de 17-22 % entre 2017 et 2021 (Figure 3). En moyenne, au cours de la même période, les principales sources africaines des importations du Niger étaient le Nigeria (30,7 %), la Côte d'Ivoire (16,9 %), le Ghana (13 %), le Bénin (8,6 %) et le Togo (7,5 %). Les principaux produits importés sont le ciment, les cigares, l'huile de palme, l'énergie électrique et la farine de blé ou de méteil, qui représentent en moyenne près de la moitié des importations intra-africaines totales entre 2017 et 2021.⁶

⁴ 30 pays d'Afrique avec des données complètes d'exportation et d'importation provenant de la base de données du CCI pour la période 2015-2021. Ces pays représentent 98 % à près de 100 % du commerce annuel intra-africain du Niger (sur la base de toutes les données disponibles sur une base annuelle) au cours de la période.

⁵ Calculs de l'auteur basés sur les données du CCI.

⁶ Calculs de l'auteur basés sur les données du CCI.

Figure 3 Commerce intra-africain de biens du Niger, 2015-2021

Note : Par souci de cohérence, le terme "intra-africain" dans cette figure fait référence aux échanges commerciaux du Niger avec 30 pays africains disposant de données complètes sur les exportations et les importations de biens entre 2017 et 2021.

Source : Calculs de l'auteur basés sur la base de données TradeMap du CCI.

Les droits de douane de la nation la plus favorisée (NPF), pondérés en fonction des échanges, imposés par le Niger sur les importations en provenance des pays africains varient de zéro pour la Guinée équatoriale, la Tanzanie et la Zambie à 31,4 % pour la République démocratique du Congo à partir de 2021.⁷ Le Niger fait partie de trois communautés régionales en Afrique : la CEDEAO, l'UEMOA et la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD). Le Niger accorde un accès préférentiel aux membres de la CEDEAO, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et la Sierra Leone (OMC, 2018).

Le tarif effectivement appliqué, ou AHS, est défini par la base de données de la WITS comme étant les taux tarifaires préférentiels existants les plus bas ou les tarifs NPF appliqués. La Figure 4 montre les 10 principales importations en provenance des pays africains, qui représentaient 61,8 % des importations du Niger en provenance du continent en 2020.⁸ Elle montre également que l'AHS imposé par le Niger sur les importations en provenance d'Afrique est inférieur à celui imposé sur les importations en provenance du reste du monde, la marge de préférence maximale étant accordée aux partenaires africains sur les importations d'huile de palme (23,2 %), de tomates (22,5 %) et de barres en fer ou en acier (19,9 %) (Figure 4). Ainsi, ces importations africaines ont bénéficié d'un avantage relatif sur le marché nigérien par rapport aux importations mondiales. En revanche, les marges préférentielles les plus faibles ont été offertes sur les importations de pâtes alimentaires (0 %) et de ciment Portland (0,5 %). Parallèlement, les importations nigériennes de blé ou de farine de méteil en provenance d'Afrique ont été frappées d'un droit de douane de 10,2 %⁹, alors que les importations nigériennes en provenance du reste du monde n'ont été frappées que d'un droit de douane de 5,3 % (Figure 4). Malgré cela, le Niger a importé 98,7 % de toute la farine de blé ou

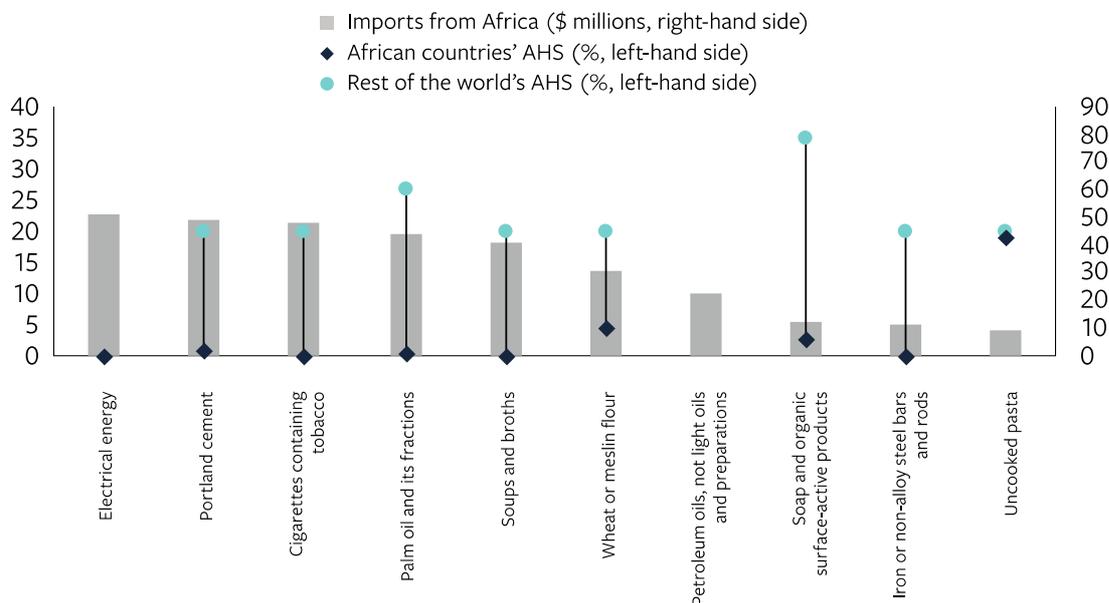
⁷ Basé sur la base de données de la WITS et se réfère à l'année tarifaire 2021, pondéré par le commerce 2020.

⁸ Alors que le CCI dispose de données sur le commerce de biens du Niger avec l'Afrique jusqu'en 2021, les données de l'AHS ne sont disponibles qu'auprès de la WITS, qui a pondéré l'AHS par le commerce en 2020.

⁹ Il s'agit du tarif moyen pondéré par les échanges auquel sont soumis tous les exportateurs africains de blé vers le Niger. Au niveau des pays, les plus grands exportateurs (Ghana, Côte d'Ivoire et Togo) n'avaient aucun droit de douane sur le marché nigérien, tandis que l'Algérie était soumise à un droit de douane de 20 %.

de matériel de ses partenaires africains, le Ghana, l'Algérie, la Côte d'Ivoire et le Togo, selon le CCI.

Figure 4 Taux de droits effectivement appliqués (AHS) sur les principaux produits importés par le Niger en provenance d'Afrique et du reste du monde



Notes : l'AHS se réfère à l'année tarifaire 2021, pondéré par le commerce à partir de 2020. Par souci de cohérence, la figure utilise les 10 principales importations du Nigeria en 2020. Aucune donnée n'est disponible sur l'AHS du Niger concernant l'énergie électrique (pour le reste du monde) et les huiles de pétrole.

Source : WITS.

Outre les droits de douane, les exportateurs vers le Niger sont également confrontés à des mesures non tarifaires, qui comprennent des mesures techniques, telles que les normes sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce et l'inspection avant expédition, ainsi que les instruments traditionnels de la politique commerciale, tels que les contrôles des prix et de la qualité, les restrictions à l'exportation, etc. qui affectent le commerce des biens tant à l'exportation qu'à l'importation. La Figure 5 montre les coûts commerciaux équivalents ad valorem¹⁰ qui intègrent non seulement les coûts de transport et les tarifs internationaux, mais aussi d'autres coûts commerciaux non tarifaires, notamment les coûts directs et indirects liés aux différences de langues, de monnaies et de procédures d'importation ou d'exportation fastidieuses.¹¹

Dans l'ensemble, les coûts bilatéraux totaux sont les plus bas avec les autres membres de la CEDEAO, alors que les coûts commerciaux sont plus élevés avec certains des principaux partenaires du Niger en dehors de l'Afrique (par exemple, la Chine, l'Allemagne) et nettement plus élevés avec d'autres (hors CEDEAO) en Afrique (Figure 5). Sur la base de cette mesure, les échanges entre le Niger et la République démocratique du Congo (RDC) impliquent des coûts supplémentaires s'élevant à 663 % de la valeur des biens, par rapport aux échanges de biens entre ces deux pays à l'intérieur de leurs frontières. En d'autres termes, le commerce

¹⁰ Ou en proportion (%) de la valeur estimée des biens.

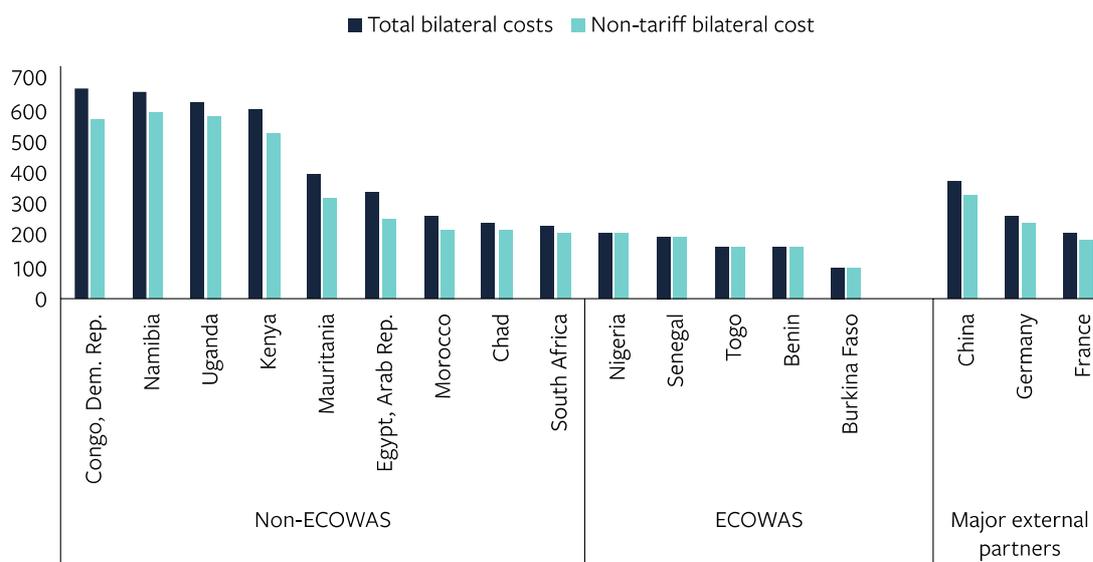
¹¹ Il convient de noter que cette mesure est une moyenne pour tous les biens échangés, dont certains peuvent ne pas être échangés (ou très peu) dans la pratique en raison de coûts commerciaux prohibitifs. Cette mesure, développée par la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Banque mondiale en 2017, comprend tous les coûts liés à l'échange international de biens avec un autre partenaire (c'est-à-dire de manière bilatérale) par rapport à ceux liés à l'échange de biens au niveau national.

avec la RDC est plus de six fois plus cher que le commerce à l'intérieur des frontières du Niger (et vice versa).¹²

La Figure 5 montre également que les coûts commerciaux globaux sont moins élevés avec certains partenaires extrarégionaux qu'avec de nombreux pays africains. Le coût bilatéral des échanges avec la Chine est similaire à celui des échanges avec l'Égypte et la Mauritanie ; les coûts des échanges avec l'Allemagne sont comparables à ceux des échanges avec le Tchad et le Maroc ; les coûts français sont légèrement plus élevés mais plus proches de ceux des membres de la CEDEAO.¹³

En désagrégant l'élément de coût bilatéral non tarifaire, la Figure 5 montre que les coûts comprennent presque entièrement des coûts bilatéraux non tarifaires avec les principaux partenaires commerciaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique. Par exemple, les coûts totaux et les coûts non tarifaires sont égaux pour les membres de la CEDEAO (qui bénéficient de tarifs préférentiels). Cela indique que les échanges du Niger avec ces partenaires régionaux sont limités uniquement en raison de la présence de coûts commerciaux non tarifaires. Cela indique également que le commerce intra-africain n'a pas encore atteint sa capacité maximale et qu'il est entravé par des coûts commerciaux qui peuvent être traités de manière multilatérale ou bilatérale.

Figure 5 Coûts commerciaux bilatéraux ad valorem entre le Niger et ses partenaires respectifs, 2020 (%)



Source : base de données de la Banque mondiale

¹² Voir Arvis et al. (2012) pour une discussion complète de la méthodologie.

¹³ Les coûts commerciaux élevés avec les pays extra-régionaux pourraient être dus à l'enclavement du Niger, qui l'oblige à trouver des voies commerciales via ses voisins.

3.2 Statut de la mise en œuvre de la ZLECA par le Niger

Le Niger a soumis son instrument de ratification du traité de la ZLECA le 19 juin 2018, devenant ainsi le quatrième État membre à ratifier l'accord. Le Niger a été l'un des 22 premiers membres à ratifier l'accord qui a facilité l'entrée en vigueur de la ZLECA le 30 mai 2019.¹⁴ En février 2023, 54 des 55 pays africains (à l'exception de l'Érythrée) avaient signé la ZLECA et 46 pays avaient déposé leurs instruments de ratification auprès de l'UA (Tralac, 2023).

Les pays qui ratifient l'accord peuvent commercer entre eux sur la base de leurs concessions tarifaires et de leurs règles d'origine. En janvier 2022, 87,7 % des lignes tarifaires avaient fait l'objet d'un accord, les lignes tarifaires en suspens concernent les textiles, les produits automobiles, le sucre et le tabac (UA, 2022a). Les négociations sont en cours, 46 pays ont soumis leurs listes provisoires de concessions tarifaires en février 2023 (UA, 2023).

Avec l'adoption de la ZLECA, les droits de douane sur les produits originaires d'autres pays africains seront progressivement libéralisés par étapes également, à l'exception des produits figurant sur les listes "sensibles" et "d'exclusion". Les tarifs seront libéralisés (jusqu'à zéro) pour 90 % des lignes tarifaires sur une période de dix ans pour les pays les moins avancés (PMA), de cinq ans pour les non-PMA et de 15 ans pour six pays sélectionnés¹⁵ (Hartzenberg, 2023). Les produits sensibles ne doivent pas dépasser 7 % du total des lignes tarifaires, tandis que la liste d'exclusion ne doit pas dépasser 3 % du total des lignes tarifaires, la valeur totale des échanges intra-africains ne devant pas dépasser 10 % (ibid.).

Des activités préparatoires et de sensibilisation ont été menées aux niveaux national, régional et continental. Au niveau continental, la neuvième réunion des ministres du Conseil de la ZLECA, en juillet 2022, a annoncé l'initiative de commerce guidé (GTI, Guided Trade Initiative) du Secrétariat de la ZLECA (UA, 2022b). Huit pays¹⁶ ont participé à la GTI mais le Niger n'en fait pas (encore) partie. La GTI vise à : (i) permettre des échanges commerciaux significatifs dans le cadre de la ZLECA ; (ii) tester l'environnement opérationnel, institutionnel, juridique et de politique commerciale dans le cadre de la ZLECA ; et (iii) envoyer un message positif important aux opérateurs économiques africains (ibid). Les produits destinés au commerce dans le cadre de la GTI sont notamment les carreaux de céramique, les piles, le thé, le café, les produits carnés transformés, l'amidon de maïs, le sucre, les pâtes, le sirop de glucose, les fruits secs et la fibre de sisal, conformément à l'accent mis par la ZLECA sur le développement de la chaîne de valeur (Secrétariat de la ZLECA, 2022). Bien que davantage de produits et de pays doivent encore être couverts par la GTI, il s'agit néanmoins d'une étape positive dans la création de relations commerciales à long terme, en particulier entre les pays du continent dont les liens commerciaux sont plus faibles (Mendez-Parra, 2022).

Au niveau des communautés régionales (dont le Niger est membre), la Commission de la CEDEAO a soumis son offre tarifaire le 5 décembre 2020 (UA, 2021). La CEDEAO a procédé à un examen technique avec les organisations partenaires du projet de stratégie régionale de mise en œuvre en novembre 2021, qu'elle a présenté aux acteurs étatiques et non étatiques en mars 2022 (CEDEAO, 2021a ;

¹⁴ Le Niger joue un rôle important dans l'histoire de l'AfCFTA : lors du sommet de l'Union africaine (UA) de 2019 à Niamey, 54 des 55 membres de l'UA ont signé l'accord, le président nigérien Mahamadou Issoufou l'ayant qualifié de "plus grand événement historique pour le continent africain depuis la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963" (Woldemichael et Andemariam, 2019).

¹⁵ Éthiopie, Madagascar, Malawi, Soudan, Zambie et Zimbabwe.

¹⁶ Cameroun, Égypte, Ghana, Kenya, Maurice, Rwanda, Tanzanie et Tunisie.

2022a).¹⁷ La stratégie régionale de la CEDEAO pour la mise en œuvre de la ZLECA vise à (i) renforcer la mise en œuvre du mandat de la CEDEAO en matière d'intensification du commerce intra-régional (ii) orienter sa contribution à la négociation et à la mise en œuvre de la ZLECA au niveau régional et (iii) soutenir ses États membres dans la mise en œuvre de leurs stratégies nationales ZLECA (CEDEAO, 2022a).

Des groupes de travail techniques de la CEDEAO couvrant les biens, les services, le règlement des différends, l'investissement, les droits de propriété intellectuelle, la politique de concurrence et le commerce numérique, ainsi que les femmes et les jeunes dans le commerce dans le contexte de la ZLECA, ont été mis en place et ont tenu une réunion de coordination en janvier 2022 (CEDEAO, 2022b). Au niveau national, la Commission de la CEDEAO a soutenu les initiatives nationales de la ZLECA par le biais d'une série d'ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités (CEDEAO, 2020a ; 2020b ; 2021b). En mars 2022, 12 États membres de la CEDEAO avaient élaboré ou étaient en train d'élaborer une stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECA.

Une simulation de la Banque mondiale (2020d) suggère que d'ici 2035, l'importante augmentation de la consommation des ménages résultant de l'ouverture commerciale dans le cadre d'un scénario de mise en œuvre complète de la ZLECA pourrait permettre à 4,2 millions de Nigériens de sortir de la pauvreté modérée (vivant avec 5,50 dollars par jour, corrigés de la parité du pouvoir d'achat). Conscientes des avantages potentiels, les principales parties prenantes nationales du Niger ont élaboré puis révisé la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECA en 2021, avec l'assistance technique de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et le soutien financier de l'UE (CEA, 2021). Cette stratégie met l'accent sur la nécessité de créer un environnement propice à un essor du secteur privé, tout en encourageant l'investissement dans les secteurs productifs (ibid.). En novembre 2021, le nouveau gouvernement élu a exprimé le souhait de poursuivre le développement des ressources minérales et pétrolières du Niger tout en développant des entreprises agroalimentaires susceptibles de tirer parti de la ZLECA (USDoS, 2022).

Au cours des dernières années, le gouvernement et d'autres parties prenantes nationales clés, en collaboration avec des partenaires internationaux (par exemple, Facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest, FEAO,¹⁸ Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, UNECA, etc.) ont entrepris les activités techniques et de renforcement des capacités suivantes pour la mise en œuvre de la ZLECA :

- Le ministère nigérien du Commerce, de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat des jeunes¹⁹ a validé la stratégie nationale et identifié les actions prioritaires à entreprendre par le gouvernement pour réaliser efficacement les avantages potentiels de la ZLECA (FEAO, 2021a).
- La Direction des douanes du Niger a validé un outil régional de coopération douanière entre les membres de la CEDEAO qui facilitera le flux d'informations pour accélérer les expéditions, le traitement avant l'arrivée et la coopération entre les administrations douanières des membres (FEAO, 2021b).

¹⁷ Cet examen a été entrepris lors d'une réunion tenue par la Commission de la CEDEAO, en collaboration avec des fonctionnaires de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA), de la Commission de l'UEMOA, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de la GIZ.

¹⁸ Le programme FEAO est financé par l'UE, l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le ministère néerlandais des affaires et le BMZ, et les projets sont mis en œuvre par le groupe de la Banque mondiale et la GIZ.

¹⁹ En collaboration avec le programme FEAO, avec le soutien de l'UE et de l'UNECA. Le programme FEAO a été soutenu par le Comité national de l'AfCFTA du pays pour s'assurer que la mise en œuvre s'aligne sur l'Accord sur la facilitation des échanges (TFA) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et sur l'AfCFTA (FEAO, 2021a).

- Le ministère d'État du Niger a lancé une édition de la foire commerciale 100% Made in Niger, ainsi que la campagne Buy Nigerien, qui vise à accélérer l'industrialisation et la diversification de l'économie en complément de la ZLECA (UNECA, 2020).
- Le Comité national nigérien de facilitation des échanges (CNFA) a mené un exercice intensif de planification sur l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (le Niger étant le premier PMA à ratifier l'AFE en 2015) (OMC, 2015) et a examiné les synergies existantes entre les dispositions relatives à la facilitation des échanges dans le cadre de la ZLECA et de l'AFE de l'OMC (FEAO, 2022).
- Les membres du CNFA ont participé à un atelier animé par la FEAO sur les outils de gestion de projet nécessaires à la planification et à la mise en œuvre des réformes de facilitation des échanges (FEAO, 2022).
- Les agences gouvernementales nigériennes compétentes en matière de commerce ont participé à cinq ateliers organisés conjointement par de multiples organisations internationales entre mars 2022 et novembre 2022 sur les défis liés à la mise en œuvre de la ZLECA. Avec le soutien du programme d'appui à la ZLECA de la GIZ, diverses activités ont été mises en œuvre dans le cadre d'études et du renforcement des capacités des équipes de négociation sur le commerce des services, l'investissement et les douanes. La prochaine phase d'activités comprendra le renforcement des capacités dans le domaine du transport maritime, des études de marché des produits exportables, la conformité aux normes des produits d'exportation, le développement d'une banque de projets pour la mobilisation de fonds, le développement de plateformes de commerce électronique et la formulation de stratégies de promotion du commerce des services (Zawya, 2022).

En novembre 2022, le Niger a accueilli à Niamey le sommet extraordinaire de l'UA sur l'industrialisation et la diversification économique et la session extraordinaire de l'UA sur la ZLECA, qui coïncidait avec la Journée de l'industrialisation de l'Afrique (20 novembre). Au cours de ces réunions, le Conseil des ministres de la ZLECA chargé du commerce a adopté les protocoles de la ZLECA sur l'investissement, la concurrence et les droits de propriété intellectuelle (DPI) (GMI, 2022). D'après les entretiens de l'ODI, les chefs d'État de l'UA ont pris note de ces protocoles en novembre 2022 et, dans l'attente d'un examen juridique, ils devraient être officiellement adoptés en février 2023. Ensuite, les États membres devront ratifier les protocoles.

Actuellement, le Niger dispose d'une législation adaptée qui pourrait être exploitée au cours des prochaines phases des négociations de la ZLECA. Le Niger dispose de la loi sur la concurrence et la protection des consommateurs de 2015 et adhère à la loi sur la concurrence de l'UEMOA (voir BTI, 2022). Il a également adopté un Code des investissements en 2014, qui garantit l'accueil et la protection des IDE, ainsi que des avantages fiscaux pour certains investissements et secteurs prioritaires (par exemple, la production d'énergie, l'agriculture, la pêche, le logement social, la santé, l'éducation, l'artisanat, l'hôtellerie, le transport et la transformation de l'industrie agroalimentaire) (USDoS, 2022). Le Niger est également signataire de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de la Convention universelle sur le droit d'auteur, bien qu'il n'y ait pas eu de nouvelles lois sur les DPI ces dernières années (ibid.). Toutefois, la Banque mondiale a estimé que la mise en œuvre des cadres d'investissement et de concurrence est faible, en raison du manque de transparence (y compris de la part des entreprises publiques), des règles informelles, de l'absence d'application effective des contrats et de la mainmise de l'État ou des « élites » (Di Lorenzo et Fadika, 2022).

Pour permettre au Niger de mettre en œuvre la ZLECA, il sera essentiel de mettre en place des partenariats locaux et internationaux solides pour répondre aux besoins de renforcement des capacités du Niger, d'accélérer la finalisation de la stratégie de la ZLECA avec des échéances claires (par exemple, en tenant compte de la période de grâce du Niger compte tenu de son statut de PMA) et d'entreprendre une analyse des lacunes pour assurer la cohérence et maximiser les synergies entre les lois nationales et les engagements pris dans le cadre de l'accord commercial.

4 Opportunités et défis pour le commerce et l'investissement du Niger

À partir de l'analyse des performances macro-économiques du Niger, du paysage du commerce et de l'investissement et de la mise en œuvre de la ZLECA présentée dans les sections précédentes, le Tableau 4 résume les forces, les faiblesses, les opportunités et les risques du Niger que les principales parties prenantes (décideurs politiques, commerçants/investisseurs, bailleurs de fonds internationaux) doivent prendre en compte pour que le Niger tire le meilleur parti du commerce, de l'investissement et de la ZLECA.

Tableau 4 Forces, faiblesses, opportunités et risques du Niger

Forces	<ul style="list-style-type: none"> • une forte croissance en 2022 (6,7 % en 2022 contre 1,3 % en 2021) en raison de liens économiques faibles avec les sources de chocs mondiaux (par exemple, le Niger a des liens économiques faibles avec la Russie et l'Ukraine et a enregistré de bonnes performances dans le secteur agricole au cours de l'année) • une croissance robuste à moyen terme, qui culminera à 12,5 % en 2024 grâce à la mise en œuvre du plan de développement national et à l'augmentation de la production pétrolière • des objectifs gouvernementaux clairs à moyen terme en matière de croissance du PIB, de réduction du taux de pauvreté, de maintien de faibles taux d'inflation et de réduction du déficit budgétaire sur une période de cinq ans • des efforts pour accroître les IDE par des réformes visant à stabiliser le gouvernement, à libéraliser l'économie, à encourager la privatisation et à développer le commerce • l'adoption d'un cadre juridique pour soutenir les petites entreprises, y compris pour promouvoir leurs liens avec les industries extractives • l'accès aux marchés de la CEDEAO pour les exportations • la ratification rapide de la ZLECA en 2019 et la création d'une stratégie nationale
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • la petite taille et la grande disparité du marché nigérien • l'une des nations les plus pauvres du monde, avec les niveaux de développement humain les plus bas et une faible participation des femmes aux activités économiques • l'insécurité croissante due à l'aggravation de la situation conflictuelle au Sahel et la prise en charge de plus d'un demi-million de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays • une extrême vulnérabilité aux invasions de criquets, aux sécheresses récurrentes et à la désertification progressive • une croissance volatile en raison de la prédominance de l'agriculture et de l'exploitation minière, dont la production est vulnérable aux conditions climatiques et aux fluctuations brutales des prix internationaux des produits de base • l'enclavement, le mauvais état des infrastructures et le manque d'accès aux routes commerciales, qui entraînent une dépendance croissante à l'égard du Nigeria pour faciliter le commerce • la faible mise en œuvre des cadres de concurrence et d'investissement • le manque de diversification des exportations (cinq produits représentent 70 % des exportations totales)

	<ul style="list-style-type: none"> • les routes commerciales informelles avec le Nigeria pour éviter de payer les taxes à l'exportation conduisent à une sous-estimation du commerce
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • peut devenir un pays exportateur de pétrole d'ici 2023 • des perspectives d'investissement lucratives dans l'électricité, l'énergie solaire, l'activité minière (uranium et or) et la prospection pétrolière • les opportunités d'investissement dans les secteurs promus par le gouvernement, notamment les énergies renouvelables, l'agriculture et l'élevage, les infrastructures de transport, l'exploitation minière, l'urbanisme et l'immobilier • une adhésion préférentielle stratégique à la CEDEAO et à l'UEMOA qui peut être exploitée pour conquérir les marchés continentaux • possibilité d'accroître le commerce intra-africain en supprimant les mesures non tarifaires et en réduisant les coûts commerciaux non tarifaires
Menaces (risques)	<ul style="list-style-type: none"> • la sensibilité aux conditions climatiques et à la volatilité des prix internationaux • l'intensification des conflits dans la région du Sahel et l'augmentation des dotations budgétaires, qui pourraient entraîner une baisse des dépenses publiques consacrées aux services sociaux essentiels • la guerre prolongée entre la Russie et l'Ukraine et le resserrement financier mondial, dont les effets pourraient se répercuter sur le Niger (par exemple, par le biais de l'augmentation des coûts des engrais et des denrées alimentaires, ou de l'augmentation des coûts d'emprunt) • le risque modéré de creusement de la dette publique • des retards dans la mise en œuvre de la ZLECA ou une préférence plus marquée pour le commerce en dehors de l'Afrique en raison des coûts relativement plus élevés (mesures tarifaires et non tarifaires) du commerce intra-africain, ou des besoins de renforcement des capacités pour les négociations, les stratégies et la mise en œuvre de la ZLECA, ou encore des contraintes législatives nationales

5 Conclusion

Le Niger est confronté à des défis persistants : la moitié de sa population vit dans la pauvreté, son niveau de développement humain est l'un des plus faibles au monde et il est confronté aux effets néfastes du changement climatique. L'enclavement du pays est encore aggravé par le mauvais état de ses infrastructures. La croissance économique a été volatile, étant donné la prédominance des activités dans les secteurs de l'agriculture et de l'exploitation minière, qui sont exposés à des conditions météorologiques extrêmes et à des chocs de la demande extérieure. Ces dernières années, le Niger a également été confronté aux effets négatifs de l'aggravation de la situation conflictuelle dans la région du Sahel, qui a entraîné le déplacement de plus d'un demi-million de Nigériens, à des perturbations importantes dans les industries en raison de la pandémie de Covid-19 et, récemment, aux retombées de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et du resserrement financier mondial qui s'en est suivi sur les prix des denrées alimentaires et la sécurité alimentaire, ainsi que sur la viabilité de la dette publique.

Néanmoins, le Niger devrait connaître une croissance robuste et croissante à moyen terme (9,6 % par an en moyenne en 2022-2026), grâce à la mise en œuvre de son plan de développement national et à l'hypothèse selon laquelle il augmentera sa production de pétrole (et deviendra un exportateur de pétrole). Pour répondre à l'augmentation attendue de l'importance du secteur pétrolier, le gouvernement a entrepris des efforts pour soutenir les PME et accroître leurs liens avec le secteur extractif. Elle a également ciblé des interventions dans le secteur de l'éducation et a encouragé les opportunités d'investissement dans des secteurs productifs et durables (par exemple, les énergies renouvelables, les transports).

Avec ces perspectives de croissance robustes mais fragiles, le Niger connaît également une baisse de l'importance du commerce total (exportations + importations) de biens et de services, qui est passé de 51 % du PIB en 2011 à 33,3 % en 2021. Le stock d'IDE a progressivement augmenté, mais la croissance au fil des ans a été volatile, car les décisions des investisseurs sont affectées par la perception des chocs nationaux et régionaux du Niger, ainsi que par les incertitudes mondiales. Le commerce et l'investissement ont été dominés par le secteur des industries extractives, ce qui a eu des répercussions sur la diversification et la transformation de l'économie du Niger. Le Niger prend donc des mesures pour explorer les possibilités d'accroître et de diversifier les investissements et le commerce, notamment par le biais de la ZLECA.

En 2021, le commerce intra-africain de biens du Niger (exportations + importations) représentait près de 30 % de son commerce total, avec des possibilités d'expansion, en particulier si le pays peut augmenter ses échanges avec les pays non-membres de la CEDEAO. Le Niger a mené des activités de sensibilisation et de préparation à la ZLECA en partenariat actif avec plusieurs organisations internationales, principalement axées sur l'élaboration de la stratégie ZLECA, ainsi que des activités de renforcement des capacités (par exemple sur la facilitation des échanges, les règles d'origine, les synergies entre les engagements de l'OMC et ceux de la ZLECA) pour ses fonctionnaires en charge du commerce. Cependant, il est également essentiel pour le Niger de finaliser sa stratégie ZLECA avec des

échéances claires qui prennent en compte la période de grâce pour les PMA, et d'identifier/traiter les contraintes (par exemple, les besoins en capacité, les lois et réglementations nationales, les mesures non tarifaires/les coûts commerciaux) qui peuvent entraver les progrès de la mise en œuvre de la ZLECA pour le pays.

Références

AfCFTA Secretariat (2022) 'Creating one market' (https://au-afcfta.org/?jet_download=11130).

Agence Ecofin (2022) 'Niger : 47 milliards \$ de promesses de financement obtenues à Paris pour le plan de développement 2022-2026'. 7 December.

AFP – Agence France Presse (2022) 'In Niger, abundant uranium does not bring in much'. 28 November (<https://energynews.pro/en/in-niger-abundant-uranium-does-not-bring-in-much/>).

ANPIPS – Agence Nigérienne Pour la Promotion des Investissements Privés et des Projets Stratégiques (Nigerien Agency for the Promotion of Private Investment and Strategic Projects) (2022) 'Why invest in Niger'. Webpage (accessed 8 December) (<https://anpips.ne>).

Arvis, J., Duval, Y., Shepherd, B. and Utoktham, C. (2012) 'Trade costs in the developing world: 1995–2010'. ARTNeT Working Paper Series 121. Asia-Pacific Research and Training Network on Trade (www.unescap.org/sites/default/files/AWP%20No.%20121.pdf).

Asala, K. (2022) 'Niger Republic: largest uranium mines close'. Africa News, 31 March (www.africanews.com/2021/03/31/niger-republic-largest-uranium-mines-close/).

AU – African Union (2021) 'Trading under the AfCFTA begins'. AU Article (<https://au.int/en/articles/trading-under-afcfta-begins>).

AU (2022a) 'Opening statement by His Excellency Wamkele Mene, Secretary-General, AfCFTA Secretariat at the Second Ministerial Retreat on the AfCFTA Rules of Origin'. 28 January (<https://au-afcfta.org/wp-content/uploads/2022/02/EN-Ministerial-Retreat-Statement-HE-Wamkele-Mene-v3-3.pdf>).

AU (2022b) 'The AfCFTA Guided Trade Initiative'. AfCFTA Updates (<https://au-afcfta.org/2022/09/the-afcfta-guided-trade-initiative/>).

AU (2022c) 'What is the AfCFTA Guided Trade Initiative all about?' (<https://au-afcfta.org/2022/10/what-is-the-afcfta-guided-trade-initiative-all-about/>).

AU (2023) 'AU Summit 2023: Powering trade through AfCFTA' Africa Renewal, 17 February (<https://www.un.org/africarenewal/magazine/february-2023/au-summit-2023-powering-trade-through-afcfta>)

BTI - Bertelsmann Stiftung's Transformation Index (2022) 'Niger'. 2022 Country Report (https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country_report_2022_NER.pdf).

CGTN (2020) 'Nigeria lifts closure of borders with Benin and Niger' News, 16 December. (<https://africa.cgtn.com/2020/12/16/nigeria-lifts-closure-of-borders-with-benin-and-niger/>)

Di Lorenzo, P. and Fadika, F.D.L. (2022) 'Pathways to sustainable growth in Niger: A World Bank Group country economic memorandum'. Washington DC: World Bank (<http://documents.worldbank.org/curated/en/099045304062243916/P17478901e97cb006082090ad76fab500d>).

ECOWAS – Economic Community of West African States (2020a) 'ECOWAS holds regional meeting on African Continental Free Trade Area for ECOWAS institutions and specialised agencies'. Press Release, 23 July (www.ecowas.int/ecowas-holds-regional-meeting-on-african-continental-free-trade-area-for-ecowas-institutions-and-specialised-agencies/).

ECOWAS (2020b) 'ECOWAS holds regional sensitisation workshop on the African Continental Free Trade Area' (AfCFTA) for the private sector'. Press Release, 3 September (www.ecowas.int/ecowas-holds-regional-sensitisation-workshop-on-the-african-continental-free-trade-area-afcfta-for-the-private-sector/).

ECOWAS (2021a) 'ECOWAS Commission and UNECA organize a technical review of the draft Regional AfCFTA Implementation Strategy'. Press Release, 30 November (www.ecowas.int/ecowas-commission-and-uneca-organize-a-technical-review-of-the-draft-regional-afcfta-implementation-strategy/).

ECOWAS (2021b) 'ECOWAS holds capacity building workshop on digital trade for the AfCFTA e-commerce agenda'. Press Release, 18 September (www.ecowas.int/ecowas-holds-capacity-building-workshop-on-digital-trade-for-the-afcfta-e-commerce-agenda/).

ECOWAS (2022a) 'ECOWAS holds consultative meetings on Regional AfCFTA Implementation Strategy'. Press Release, 5 April (<https://ecowas.int/ecowas-holds-consultative-meetings-on-regional-afcfta-implementation-strategy/>).

ECOWAS (2022b) 'ECOWAS institutions technical working groups on the AfCFTA negotiations hold coordination meeting in Nasarawa'. Press Release, 27 January (<https://ecowas.int/ecowas-institutions-technical-working-groups-on-the-afcfta-negotiations-hold-coordination-meeting-in-nasarawa/>).

EITI – Extractive Industries Transparency Initiative (2021) 'Niger'. Webpage (www.eiti.org/niger).

FAO – Food and Agriculture Organization (2021) 'Mali bans exports of cereal grains and products'. Food Price Monitoring Analysis, 6 December (www.fao.org/giews/food-prices/food-policies/detail/en/c/1460608/#:~:text=06%2F12%2F2021%2C.and%20sorghum%2C%20until%20further%20notice).

FEWS – Famine Early Warning Network (2022) 'Niger. Household access to food limited by insecurity and inflation'. Food Security Outlook, June 2022–June 2023 (<https://fews.net/west-africa/niger/food-security-outlook/june-2022>).

GMI – Gabon Mail Info (2022) 'ZLECAF : les trois protocoles de divergence de la 10e réunion du Conseil des ministres du Commerce enfin adoptés à Libreville'. 28 October (<https://gabonmailinfos.com/zlecaf-les-trois-protocoles-de-divergence-de-la-10e-reunion-du-conseil-des-ministres-du-commerce-enfin-adoptes-a-libreville/>).

Hartzenberg, T. (2023), 'The African Continental Free Trade Area Agreement - what is expected of LDCs in terms of trade liberalisation?' UN website accessed in February 2023. (<https://www.un.org/ldcportal/content/african-continental-free-trade-area-agreement-what-expected-ldcs-terms-trade-liberalisation>)

HKTDC (2020) 'Nigeria: government reopens all land borders by year end'. 22 December (<https://research.hktdc.com/en/article/NjlyMzY2NzY5>).

IMF – International Monetary Fund (2016) 'Niger: staff report for the 2016 Article IV Consultation and request for a three-year arrangement under the Extended Credit Facility'. Washington DC: IMF (www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2017/059/article-A001-en.xml).

IMF (2020) 'Niger: sixth review under the Extended Credit Facility'. Country Report 20/292. Washington DC: IMF (www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/11/03/Niger-Sixth-Review-Under-the-Extended-Credit-Facility-and-Request-for-Waiver-for-49862).

IMF (2021a) *West African Economic and Monetary Union*. Country Report 21/50. Washington DC: IMF.

IMF (2021b) *World economic outlook 2021: recovery during a pandemic*. Washington DC: IMF (www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2021/10/12/world-economic-outlook-october-2021).

IMF (2022a) 'World economic outlook database'. Electronic database (accessed October 2022) (www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/October/download-entire-database).

IMF (2022b) 'Niger: first review under the Extended Credit Facility arrangement and request for modification of performance criteria-press release; staff report; and statement by the executive director for Niger'. Country Report 2022/227. Washington DC: IMF (www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/07/19/Niger-First-Review-Under-the-Extended-Credit-Facility-Arrangement-and-Request-for-521008)

INS – Institut National de la Statistique (National Institute of Statistics) Niger (2022a) 'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) national'. October (www.stat-niger.org/).

INS (2022b) 'Conjoncture. Niger bulletin trimestriel'. August (www.stat-niger.org/wp-content/uploads/rapport_economique/Note_conjoncture_2T_2022.pdf).

- Lloyds Bank (2022) 'Niger: investing'. Webpage (accessed 7 December). (www.lloydsbanktrade.com/en/market-potential/niger/investing).
- MDF – Ministère des Finances (Ministry of Finance) (2022) 'Loi de finances 2023 : les parlementaires adoptent le budget général de l'état s'élevant à un montant de 3 291, 62 milliards'. Press Release, 2 December.
- Mendez Parra, M. (2022) 'The AfCFTA marks a milestone in its implementation' ODI blog. 7 October. (<https://odi.org/en/insights/the-afcfta-marks-a-milestone-in-its-implementation/>)
- NAN – News Agency of Nigeria (2022) 'FG reopens Kamba border linking Nigeria to Republic of Niger'. 25 April (<https://gazettengr.com/fg-reopens-kamba-border-linking-nigeria-to-republic-of-niger/>).
- Pinto Moreira, E. and Bayraktar, N. (2005) *A macroeconomic framework for quantifying growth and poverty reduction strategies in Niger*. Policy Research Working Paper 3506. Washington DC: World Bank (<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/8851>).
- Reuters (2022) 'Update 2: Niger bans refined fuel exports to protect local supply'. 1 June (www.reuters.com/article/niger-fueloil-idUSL1N2XO1YJ).
- TFWA – Trade Facilitation West Africa (2021a) 'Team Niger participates in AfCFTA strategy validation', July (<https://tfwa.projects.ecowas.int/index.php/en-us/countries-en-us/niger>).
- TFWA (2021b) 'TFWA supports Niger customs in validating the MACC action plan'. July (<https://tfwa.projects.ecowas.int/index.php/en-us/countries-en-us/niger>).
- TFWA (2022) 'Nigerien NTFC trained in inclusive project management'. June (<https://tfwa.projects.ecowas.int/index.php/en-us/countries-en-us/niger>).
- Tralac – Trade Law Centre (2023) 'AfCFTA Ratification Barometer' 20 February (<https://www.tralac.org/documents/resources/infographics/2605-status-of-afcfta-ratification/file.html>)
- UMOATitres (2021) 'Niger: economic growth driven by the primary sector' (www.umoatitres.org/en/niger-economic-growth-driven-by-the-primary-sector/).
- UNCTAD – United Nations Conference on Trade and Development (2021) *World investment report 2021: investing in sustainable recovery*. Geneva: UNCTAD.
- UNDP – United Nations Development Programme (2022) 'Niger. Human Development Report country data for Niger (accessed 20 October 2022) (<http://hdr.undp.org/en/countries/>).
- UNECA – United Nations Economic Commission for Africa (2020) 'AfCFTA: The Government of Niger, the ECA and the Organization of Industrial Professionals of Niger organise the 4th edition of the trade fair "100% Made in Niger"'. 6 October (www.uneca.org/stories/afcfta-government-niger-eca-and-organization-industrial-professionals-niger-organise-4th).
- UNECA (2021) *Niger's key economic players review their country's AfCFTA strategy*. Addis Ababa: UNECA (<https://repository.uneca.org/handle/10855/46566>).
- UNESCAP – United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific – and World Bank (2017) 'ESCAP-WB Trade Cost Database: explanatory note for users' (www.unescap.org/sites/default/d8files/Trade%20Cost%20Database%20-%20User%20note.pdf).
- UNHCR – United Nations Refugee Agency (2022) 'Niger' (accessed 7 December 2022) (www.unhcr.org/uk/niger.html).
- USDoS – United States Department of State (2022) '2022 investment climate statements: Niger'. Washington DC: USDoS (www.state.gov/reports/2022-investment-climate-statements/niger/).
- Woldemichael, S. and Andemariam, S. (2019) 'Can the peace-trade equation stabilise the Horn?' ISS Africa, 16 July (<https://issafrica.org/iss-today/can-the-peace-trade-equation-stabilise-the-horn>).
- World Bank (2018) 'International Development Association project paper for the Republic of Niger, energy and extractives global practice: Africa Region'. Report PAD2615. Washington DC: World Bank (<https://documents1.worldbank.org/curated/en/630161534524243997/pdf/NIGER-ELECTRICITY-PAD-08142018.pdf>).

World Bank (2020a) 'Ease of doing business ranking'. Webpage (www.doingbusiness.org/en/rankings?region=sub-saharan-africa).

World Bank (2020b) 'Assessing Africa's policies and institutions: CPIA Africa'. August (https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34325/WB_CPIA_Report_Aug2020.pdf).

World Bank (2020c) *Connecting to compete 2018: trade logistics in the global economy*. Washington DC: World Bank (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29971/LPI2018.pdf>).

World Bank (2020d) *The African Continental Free Trade Area: economic and distributional effects*. Washington DC: World Bank (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34139/9781464815591.pdf>).

World Bank (2021a) *Niger: investing in human capital, agricultural productivity, and social protection for faster poverty reduction: a poverty assessment*. Washington DC: IBRD/World Bank.

World Bank (2021b) *Macro poverty outlook: sub-Saharan Africa*. Washington DC: World Bank (<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/77351105a334213c64122e44c2efe523-0500072021/related/mpo-am21-ssa.pdf>).

World Bank (2022a) 'Macro poverty outlook'. October. (<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/bae48ff2fec5a869546775b3f010735-0500062021/related/mpo-ner.pdf>).

World Bank (2022b) 'Niger: Country overview'. September (www.worldbank.org/en/country/niger/overview).

World Bank (2022c) 'World Development Indicators'. Electronic dataset (accessed between October and December 2022) (<https://data.worldbank.org/>).

WTO – World Trade Organization (2015) 'Niger, first LDC to ratify the Trade Facilitation Agreement'. News (www.wto.org/english/news_e/news15_e/fac_06aug15_e.htm).

WTO (2018) *Trade policy review: the member countries of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) – revision*. Geneva: WTO.

Zawya (2022) 'Joint African Continental Free Trade Area Implementation Support Project announces progress update'. Africa Press Release, 22 November (<https://www.zawya.com/en/press-release/africa-press-releases/joint-african-continental-free-trade-area-implementation-support-project-announces-progress-update-fubp2o1q>).